

**PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ
P.G.C.S.P.S.**

**Lot 6-1824 Résidence Général de Gaulle Travaux de rénovation
57 - MONTIGNY LES METZ**

MAITRE D'OUVRAGE

CDC HABITAT METZ
4 rue Saint Charles – BP 90046
57014 METZ Cedex 1

Mohamed Salim LAHSAINI : ☎ 03.87.18.75.36 📠 06.98.44.34.98
✉ MohamedSalim.LAHSAINI@cdc-habitat.fr

MAITRISE D'ŒUVRE

BSSI Conseils
8, rue Albert Einstein - Parc St Jacques II
54320 MAXEVILLE
☎ 03.83.96.33.30 📠 03.83.96.87.60
✉ bssi@bssi-conseils.com

COORDONNATEUR SÉCURITÉ

ACE BTP Ingeneery
Agence Alsace/Lorraine
4 Rue de la Romaine
67500 HAGUENAU
☎ 03.88.90.34.58 ✉ alsace@acebtp.com

Établi à partir du cctp		par M. GUERDER
Indice N°	Date :	Section modifiée
000	14/12/2020	

PRÉAMBULE

Nous vous informons du fait que cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi n° 14-18 du 31 décembre 1993, et de ses décrets d'application.

A ce titre, nous attirons votre attention sur le fait que vous devrez vous organiser en tenant compte des modalités d'organisation issues de ce texte.

Vous devez donc tenir compte dans votre organisation des éléments d'information détaillés ci-après, tout en sachant que le P.G.C.S.P.S pourra faire l'objet de modifications ou de compléments portés à votre connaissance en cours de chantier.

Les entreprises ont la possibilité de proposer des variantes au P.G.C.S.P.S sous réserve que les performances des solutions proposées soient au minimum équivalentes à celles du P.G.C.S.P.S sur le plan de l'hygiène et de la sécurité.

Les entreprises devront appliquer le Code du Travail.

Les entreprises qui ont besoin d'information concernant ces réglementations peuvent s'adresser à la Société ACEBTP chargée de la coordination sécurité du chantier.

Conformément à l'article L4532-6 du Code du Travail, l'intervention du Coordonnateur ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

NOTA : En cas de discordance entre les autres pièces du marché et le présent document qui entraînerait une incidence financière, le Maître d'Ouvrage donnera la priorité au document qu'il jugera le plus adapté.

PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Les employeurs doivent prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs (article L4121-1 du Code du Travail). A cet effet, les employeurs doivent appliquer les principes généraux de prévention ci-dessous (article L4121-2 du Code du Travail).

1- Eviter les risques

Supprimer le danger ou l'exposition à celui-ci.

2- Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités

Apprécier leur nature et leur importance afin de déterminer les actions à mener pour assurer la sécurité et garantir la santé des travailleurs.

3- Combattre les risques à la source

Intégrer la prévention le plus en amont possible, notamment dès la conception des lieux de travail, des équipements ou des modes opératoires.

4- Adapter le travail à l'Homme

Concevoir les postes de travail et choisir les équipements, les méthodes de travail et de production pour limiter notamment le travail monotone, cadencé ou pénible. Par exemple, la phase d'évaluation des risques peut permettre de repérer des plans de travail d'une hauteur inadaptée pour les salariés (entraînant des contraintes importantes et des efforts inutiles). Ce plan peut être surélevé ou abaissé pour diminuer le risque d'atteinte ostéoarticulaires.

5- Tenir compte de l'évolution de la technique

Assurer une veille pour mettre en place des moyens de prévention en phase avec les évolutions techniques et organisationnelles.

6- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou pas ce qui l'est moins

Eviter l'utilisation de procédés ou de produits dangereux lorsqu'un même résultat peut être obtenu avec une méthode présentant des dangers moindres (le remplacement d'un produit cancérigène par un produit moins nocif, ou l'utilisation de peintures sans solvant, par exemple).

7- Planifier la prévention

Intégrer dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'environnement. En cas d'intervention e plusieurs entreprises sur un même lieu, organiser la prévention en commun.

8- Prendre des mesures de protection collective

L'employeur doit donner la priorité aux mesures de protection collective. L'utilisation des équipements de protection individuelle intervient uniquement en complément des protections collectives si elles se relèvent insuffisantes.

9- Donner les instructions appropriées aux travailleurs

Donner aux salariés les informations nécessaires à l'exécution de leurs tâches dans les conditions de sécurité optimales. Il s'agit notamment de leur fournir les éléments nécessaires à la bonne compréhension des risques en cours et ainsi de les associer à la démarche de prévention. Ces principes doivent être mis en œuvre en respectant les valeurs essentielles et les bonnes pratiques de prévention. Ces principes montrent le caractère plurifactoriel (organisationnel, humain, technique...) des risques professionnels.

TABLE DES MATIÈRES

1	RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER	7
1.1.	RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPÉRATION	7
1.1.1	Nom de l'opération	7
1.1.2	Adresse du chantier	7
1.1.3	Description sommaire du programme	7
1.1.4	Calendrier général des travaux	7
1.2.	REFERENCES EQUIPE CONCEPTION	8
1.2.1.	Maître d'ouvrage	8
1.2.2.	Maître d'œuvre	8
1.2.3.	Coordonnateur SPS	8
2	ORGANISMES DE PRÉVENTION	9
2.1	DIRECCTE	9
2.2	CARSAT	9
2.3	OPPBTP	9
2.4	MÉDECINE DU TRAVAIL	9
3	ORGANISATION DES SECOURS	10
3.1	NUMÉROS TÉLÉPHONE D'URGENCE	10
3.2	SECOURISTES DU TRAVAIL	11
3.3	MOYEN D'APPEL AU SECOURS	11
3.4	PHARMACIE	11
3.5	ACCIDENTS DU TRAVAIL	11
3.6	ACCES DES VEHICULES DE SECOURS	12
4	LISTE DES LOTS	12
5	MESURES PRÉALABLES A LA REPRISE D'ACTIVITÉ	12
6	MESURES BARRIERES LIEES A LA PROPAGATION DU COVID-19	13
7	ACCES CHANTIER	13

8	CONTRÔLE D'ACCÈS	14
9	CLÔTURE DE CHANTIER	15
10	REUNION PREPARATOIRE	15
11	DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons)	16
12	LOCAUX SANITAIRES AFFECTÉS AUX PERSONNELS	17
13	LOCAUX VESTIAIRES AFFECTÉS AUX PERSONNELS	18
14	LOCAUX RÉFECTOIRES AFFECTÉS AUX PERSONNELS	19
15	BUREAUX ET SALLE DE RÉUNION DE CHANTIER	20
16	NETTOYAGE DES INSTALLATIONS DE CHANTIER (VESTIAIRES, SANITAIRES, REFECTOIRES)	20
17	PLANNING TRAVAUX	21
18	REUNION PREPARATOIRE	21
19	EQUIPEMENTS DE PROTECTIONS INDIVIDUELLES	21
20	ELECTRICITE DE CHANTIER	22
21	INSTALLATION DE CHANTIER	22
22	STOCKAGE DES MATÉRIAUX ET INSTALLATION DE MAGASINS	23
23	STOCKAGE ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS	23
24	MANUTENTION ET DÉCHARGEMENT	24
25	ENGINS DE CHANTIER, APPAREILS DE LEVAGE ET OUTILLAGES DIVERS	24
26	TRAVAUX SUPERPOSES	24
27	DESAMANTAGE	25
	DESAMANTAGE SUITE	26
28	TRAVAUX DE SUPPRESSION DE PLOMB	27
	(suite TRAVAUX DE SUPPRESSION DE PLOMB)	28
29	PROTECTIONS COLLECTIVES	28
30	PROTECTION INCENDIE	28
31	TRAVAUX EN HAUTEUR	29

TRAVAUX EN HAUTEUR SUITE	30
32 CO ACTIVITE AVEC LES USAGERS ET ENTRE LES ENTREPRISES	31
33 SANCTIONS POUR NON-RESPECT DES RÈGLES DE SÉCURITÉ	31
34 REUNION PREPARATOIRE	31
35 P.P.S.P.S.	32
36 SOUS-TRAITANTS - LOCATIER	33
37 INTERIMAIRES	33
38 INTEMPERIES	34
39 BRUITS ET NUISANCES	34
40 TRAME DU DHOL	34

1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPÉRATION

1.1.1 Nom de l'opération

Lot 6-1824 Résidence Général de Gaulle Travaux de rénovation

1.1.2 Adresse du chantier

Rue Général de Gaulle
57 MONTIGNY LES METZ

1.1.3 Description sommaire du programme

Travaux de rénovation

1.1.4 Calendrier général des travaux

Début prévisible des travaux : A définir
Délais : 3 mois

1.2. REFERENCES EQUIPE CONCEPTION

1.2.1. Maître d'ouvrage

CDC HABITAT METZ
4 rue Saint Charles – BP 90046
57014 METZ Cedex 1

Mohamed Salim LAHSAINI : ☎ 03.87.18.75.36 📠 06.98.44.34.98

✉ MohamedSalim.LAHSAINI@cdc-habitat.fr

1.2.2. Maître d'œuvre

BSSI Conseils
8, rue Albert Einstein - Parc St Jacques II
54320 MAXEVILLE

☎ 03.83.96.33.30 📠 03.83.96.87.60

✉ bssi@bssi-conseils.com

1.2.3. Coordonnateur SPS

ACE BTP Ingeneery
Agence Alsace/Lorraine
4 Rue de la Romaine
67500 HAGUENAU

☎ 03.88.90.34.58

✉ alsace@acebtp.com

2 ORGANISMES DE PRÉVENTION

2.1 DIRECCTE

Cité Administrative 1 rue Chanoine Collin 57036 METZ Cedex 1	Responsable :	
	Téléphone : 03.87.56.59.87	Télécopie : 03.87.56.59.42

2.2 CARSAT

Service Prévention Bâtiment et Travaux Publics 2, place du Roi Georges 57000 METZ	Responsable :	
	Téléphone 03.87.66.86.22	Télécopie 03.87.55.98.65

2.3 OPPBTP

Agence Grand Est 71 rue des Cinq Piquets 54000 NANCY	Responsable :	
	Téléphone : 03.83.20.20.03	Télécopie : 03.83.20.96.80

2.4 MÉDECINE DU TRAVAIL

Les entreprises indiqueront ici le nom de leur médecin du travail avec ses coordonnées.

	Responsable :	
	Téléphone :	Télécopie :

3 ORGANISATION DES SECOURS

3.1 NUMÉROS TÉLÉPHONE D'URGENCE

SAMU	
Téléphone	15 ou 112 sur portable

POLICE NATIONALE	
Téléphone	17 ou 112 sur portable

POMPIERS	
Téléphone	18 ou 112 sur portable

EDF Sécurité Dépannage	
Téléphone	0 810 333 052

GDF Sécurité Dépannage	
Téléphone	0 810 433 052

3.2 SECOURISTES DU TRAVAIL

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
Chaque entreprise précisera dans son P.P.S.P.S le nom de ses secouristes du travail. Les secouristes doivent être parfaitement reconnaissables sur le chantier et doivent être en mesure de fournir aux organismes de prévention leur certificat initial ou son recyclage.	Tous les lots		Respecter les obligations réglementaires.

3.3 MOYEN D'APPEL AU SECOURS

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
1. Mettre en place un téléphone accessible par tout le personnel pendant les heures travaillées (fixe ou portable sous réserve de réseau, le portable devra être accessible et présent sur le site en permanence.) 2. Les N° à appeler en cas d'urgence seront affichés dans les locaux sociaux et les camionnettes des salariés. 3. Les consignes d'appel des secours seront rappelées dans tous les P.P.S.P.S. Une procédure sera arrêtée en concertation avec le Coordonnateur SPS et le Maître d'Ouvrage pour l'ensemble des entreprises. 4. Les consignes et les numéros à appeler en cas d'urgence seront affichés dans tous les lieux de travail et dans les locaux sociaux.	Toutes les Entreprises		Dans le cas de non-respect de l'article 1, le Maître d'ouvrage pourra, après information écrite, se substituer à cette entreprise, aux frais de l'entreprise titulaire. Organisation des secours commune à toutes les entreprises.

3.4 PHARMACIE

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
Mise en place d'une pharmacie pour l'ensemble du personnel de chantier avec cahier d'enregistrement. Réapprovisionnement de la pharmacie. Les entreprises utilisant des produits nécessitant un complément de la pharmacie compléteront celle-ci avant leur intervention.	Chaque lot Chaque lot		Éviter les pharmacies stockées dans les véhicules ou caisses à outils. Avoir présent sur le chantier une pharmacie de premier secours.

3.5 ACCIDENTS DU TRAVAIL

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
Les entreprises devront systématiquement informer le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé de tout incident ou accident qui surviendrait sur le chantier et qui aurait eu ou aurait pu avoir des conséquences sur la sécurité et la santé des personnes. Cette obligation est applicable aux travailleurs intérimaires (l'entreprise utilisatrice devra se procurer la déclaration de la société d'intérim et la transmettre au Coordonnateur SPS.)	Toutes les Entreprises		Permettre d'éviter la production ou la reproduction d'incident ou accident pouvant avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des personnes.

3.6 ACCES DES VEHICULES DE SECOURS

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
En toutes circonstances les accès des véhicules de secours doivent demeurer libres et exempts de tous stockages, stationnements, manœuvres de déchargements etc.... Si, en raison des travaux à réaliser, l'itinéraire d'accès est modifié temporairement, cette modification s'accompagnera par la mise en place d'un dispositif de signalisation complet et précis.	Toutes les Entreprises		

4 LISTE DES LOTS

Lot 1 : MENUISERIE EXT
Lot 2 : PLATRERIE / PEINTURE

5 MESURES PRÉALABLES A LA REPRISE D'ACTIVITÉ

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Pour chaque opération, quelle que soit sa taille, le maître d'ouvrage formalise, après analyse – le cas échéant – par le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (lorsque l'opération est soumise à ce dispositif), en accord avec les entreprises intervenantes, une liste des conditions sanitaires afin de s'assurer que les différents acteurs pourront mettre en œuvre et respecter dans la durée les directives sanitaires générales et les consignes complémentaires édictées dans le guide de préconisation Cette analyse prendra en compte : <ul style="list-style-type: none"> ❖ la capacité de toute la chaîne de production de reprendre son activité (maître d'oeuvre, coordonnateurs SPS, bureaux de contrôles, sous-traitants, fournisseurs, transporteurs...), ❖ les conditions d'intervention extérieures ou intérieures, ❖ le nombre de personnes sur le chantier, ❖ la coactivité. L'organisation proposée visera à limiter autant que faire se peut la coactivité et à préciser les conditions de respect des mesures sanitaires dans le cas où la coactivité n'est pas évitable. Le maître d'ouvrage désignera un référent Covid-19 chargé de coordonner les mesures à mettre en œuvre. Désigner un référent Covid-19 pour l'entreprise et pour l'opération, qui peut coordonner les mesures à mettre en œuvre et à faire respecter (par exemple : chef d'entreprise, conjoint-collaborateur, chef de chantier, salarié chargé de prévention...). 	Maîtrise d'ouvrage	Tous les intervenants	Éviter les risques dus à la propagation du Covid-19.

6 MESURES BARRIÈRES LIÉES À LA PROPAGATION DU COVID-19

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Tous les intervenants devront respecter les mesures barrières indiquées dans ce PGCSPS. Les mesures indiquées priment sur toute autre mesure du PGC, jusqu'à nouvel ordre. L'application de ces mesures ne dispense pas les intervenants de l'application des principes généraux de prévention et des obligations concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs. <p><u>Charte d'application des mesures barrières liées au Covid-19</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Affichage dans tous les locaux sociaux et sanitaires, par le titulaire du Lot 1 des affiches édités sur le site de l'OPPBTP. 	<p>Tous les intervenants</p> <p>Lot 1</p>	<p>Tous les intervenants</p>	<p>Éviter les risques dus à la propagation du Covid-19.</p>

7 ACCES CHANTIER

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> • L'accès au chantier se fera obligatoirement dans le sens de la circulation. • Les voies d'accès intérieures au chantier seront réservées à l'usage exclusif des entreprises. La vitesse sera limitée à 20 km/H. Des emplacements de dégagement devront permettre les croisements de véhicules sur les voies les plus étroites. • Un itinéraire d'accès précis sera arrêté après concertation avec le Coordonnateur SPS pendant la phase préparatoire. Cet itinéraire sera précisé sur le plan d'installation de chantier à la charge du lot 1. • Chaque entreprise informera ses salariés du plan de circulation à l'intérieur du site. • Les fournisseurs, entreprises de location avec chauffeurs et prestataires de services sont placés sous la responsabilité de l'entreprise pour laquelle ils interviennent. • Les entreprises utilisatrices communiqueront avec la commande, les règles de circulation et les consignes de sécurité à respecter sur le site • Les circulations et l'emplacement de la signalisation seront indiqués sur le plan d'installation de chantier à la charge du lot 1. 	<p>Tous les lots</p> <p>Lot 1</p>	<p>Tous les lots</p> <p>Tous les lots</p> <p>Tous les lots</p>	<p>Eviter les accès par des itinéraires improvisés.</p> <p>Les entreprises doivent informer leurs fournisseurs des conditions d'accès dans leurs bons de commande.</p>

8 CONTRÔLE D'ACCÈS

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et Observations
Accueil des salariés sur le chantier. <ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise est responsable de l'accueil de ses salariés et doit prendre les mesures suivantes. 	Toutes les entreprises		Les manquements aux règles de sécurités seront portés au Registre Journal de la Coordination.
<ul style="list-style-type: none"> Avant l'arrivée sur le site Les entreprises devront s'assurer quotidiennement de l'état de santé de leurs salariés (contact téléphonique pour s'enquérir de l'état de santé de leurs salariés). Afin de d'éviter la propagation du virus, l'accès au site est interdit à toute personne présentant des symptômes de maladie, en particulier toux et température, ou ayant dans son entourage une personne malade ou présentant des symptômes. Les personnels à risque élevé selon le Haut Comité de Santé Publique, ou qui ont à leur domicile des personnes qui rentrent dans cette catégorie, ne sont pas autorisés dans l'enceinte du chantier. Une liste du personnel devra être présente sur le site. 	Toutes les entreprises		En cas de récidive le salarié pourra être exclu du chantier.
<ul style="list-style-type: none"> Sur le site Tous les salariés qui interviennent sur le chantier doivent porter sur leurs casques ou leurs vêtements l'identification de la société à laquelle ils appartiennent. Toutes les personnes qui accèdent au chantier doivent porter au minimum les protections individuelles suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Casque, - Chaussures de sécurité. - Gants en toutes circonstances si le matériel est prêté entre salariés. - Masques de protections des voies respiratoires conforme aux préconisations du guide OPPBTP. Les entreprises sont responsables de la sécurité des personnes qu'elles accueillent sur le chantier. 	Toutes les entreprises		

9 CLÔTURE DE CHANTIER

Description	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et Observations
<ul style="list-style-type: none"> Les clôtures de chantier auront une hauteur de 2,00 mètres. Elles seront constituées de panneaux grillagés mis en place sur plots béton. Les clôtures comprennent la fourniture et la pose de portails fermant à clefs. Les clôtures seront d'aspect neuf et seront solidarisées entre elles par un verrouillage interdisant l'ouverture de passages sauvages. La position exacte de la clôture sera arrêtée en concertation avec le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le coordonnateur S.P.S. Dans tous les cas la zone en travaux devra impérativement être isolée en permanence des zones en activités. <p>Déplacements éventuels de la clôture :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le positionnement de la clôture pourra être modifié en fonction des impératifs du chantier. L'entreprise du lot 1 organisera et aura la responsabilité de la fermeture de cette clôture en dehors des heures travaillées. Pendant les heures travaillées, le portail devra rester fermé. Cette clôture ne pourra être enlevée qu'avec les accords du Maître d'œuvre, du Maître d'Ouvrage et du Coordonnateur SPS. La responsabilité de la fermeture des clôtures incombe au lot gros-œuvre. Après les travaux du lot gros-œuvre, la responsabilité de la fermeture du chantier incombera à l'entreprise désignée par le maître d'œuvre. 	<p>Lot 1</p> <p>Tous les lots</p>		

10 REUNION PREPARATOIRE

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et Observations
Chaque entreprise participera à une inspection commune avec le Coordonnateur SPS pour mettre au point le phasage des travaux et fixer les règles pour la mise en commun et l'utilisation des matériels de manutention, d'échafaudage, et des protections collectives.	Toutes les entreprises		Les titulaires des lots sont responsables du comportement de leurs sous-traitants.

11 DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons)

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et Observations
<ul style="list-style-type: none"> Les entreprises devront, conformément à la recommandation R-476, intégrer le DHOL à leurs opérations de livraisons. Chaque entreprise complètera la trame du DHOL préparée par le CSPS en renseignant les éléments propres à son intervention : <ul style="list-style-type: none"> Les horaires de livraisons (XXh à XXh) La personne à contacter (nom, numéro de téléphone et coordonnées du représentant de l'entreprise) Les consignes de sécurité du chantier incluant les consignes de secours et de circulation Les modalités d'accès et de stationnement Le plan du chantier en précisant l'emplacement des vestiaires et sanitaires La définition des lieux de livraison et des zones de stockage (Recette à matériaux, zone délimitée au sol) Voir la pièce jointe en annexe pour la matérialisation du DHOL Chaque entreprise intégrera son DHOL à son PPSPS. Après harmonisation et avant chaque opération de livraison, chaque entreprise devra communiquer son DHOL à l'entreprise en charge de la livraison. 	Toutes les entreprises		Les titulaires des lots sont responsables du comportement de leurs sous-traitants.

12 LOCAUX SANITAIRES AFFECTÉS AUX PERSONNELS

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> • Locaux mis en commun à charge du Lot 1 pour l'ensemble des intervenants et la durée totale des travaux : • Le cantonnement, à la charge de l'entreprise titulaire du Lot 4, sera dimensionné conformément à la réglementation en tenant du risque COVID-19 et en fonction des données suivantes : • Installations à raccorder aux réseaux existants. <ul style="list-style-type: none"> - 1 Lavabo pour 10 salariés, - 1 WC pour 10 salariés, - 1 WC pour le personnel féminin, - Eau froide, - Eau chaude, • Aujourd'hui, l'OPPBTP préconise de diviser par deux la capacité d'accueil des locaux. • L'entreprise titulaire du Lot 1 mettra en adéquation la base vie avec les besoins du chantier, en fonction du planning de l'opération. • L'entreprise titulaire du Lot 1 mettra en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre : bande adhésive au sol, barriérage (avec utilisation des tables et des chaises), organisation des circulations intérieures... • Les équipements sanitaires de chantier devront être salubres et en état de fonctionnement. • Les mesures suivantes devront être respectées dans les sanitaires : <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture de savon liquide ou gel hydroalcoolique en quantité suffisante pour permettre un lavage des mains plusieurs fois par jour. • Obligation, pour tous les salariés, de se laver les mains plusieurs fois par jour. • En l'absence de mesures de distanciation, ne pas être en plus de 2 en simultanée dans les sanitaires. • Après chaque passage, chaque salarié devra assurer la désinfection de sa zone par le passage d'une lingette nettoyante. • Augmentation de la fréquence de nettoyage des sanitaires, en effectuant 1 nettoyage par jour du site. • Les nettoyages journaliers des installations (hormis ceux effectués par chaque salarié) et la fourniture des consommables sont à la charge du Lot 1. • L'entreprise titulaire du Lot 1 reste responsable de la mise en place des installations de ses sous-traitants. 	<p>Lot 1</p> <p>Lot 1</p>	<p>Tous les lots</p>	<p>En cas de non réalisation du nettoyage, il sera fait appel à une entreprise spécialisée aux frais de l'entreprise défaillante</p> <p>Améliorer les conditions de vie des salariés du chantier.</p>

13 LOCAUX VESTIAIRES AFFECTÉS AUX PERSONNELS

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Locaux mis en commun à charge du Lot 1 pour l'ensemble des intervenants et la durée totale des travaux : Le cantonnement, à la charge de l'entreprise 1, sera dimensionné conformément à la réglementation en tenant du risque COVID-19 et en fonction des données suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 1 armoire vestiaire par salarié, avec une place pour s'asseoir lors du changement de vêtements. Aujourd'hui, l'OPPBTP préconise de diviser par deux la capacité d'accueil des locaux. L'entreprise titulaire du Lot 1 mettra en adéquation la base vie avec les besoins du chantier en fonction du planning de l'opération. L'entreprise titulaire du Lot 1 mettra en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre : bande adhésive au sol, barriérage (avec utilisation des tables et des chaises), organisation des circulations intérieures... Les mesures suivantes devront être respectées dans les vestiaires : <ul style="list-style-type: none"> Fourniture de savon liquide ou gel hydroalcoolique en quantité suffisante pour permettre un lavage des mains plusieurs fois par jour. Obligation, pour tous les salariés, de se laver les mains avant l'accès au vestiaire. En l'absence de mesures de distanciation, ne pas être en plus de 2 en simultanée dans le vestiaire. Après chaque passage, chaque salarié devra assurer la désinfection de sa zone par le passage d'une lingette nettoyante. Augmentation de la fréquence de nettoyage des vestiaires, en effectuant 1 nettoyage par jour du site. Les nettoyages journaliers (hormis ceux effectués par chaque salarié) des installations et la fourniture des consommables (savon, gel hydroalcoolique, serviettes) sont à la charge du Lot 1 L'entreprise titulaire du Lot 1 reste responsable de la mise en place des installations de ses sous-traitants. 	<p>Lot 1</p> <p>Lot 1</p> <p>Lot 1</p>	Tous les lots	<p>En cas de non réalisation du nettoyage, il sera fait appel à une entreprise spécialisée aux frais de l'entreprise défaillante</p> <p>Améliorer les conditions de vie des salariés du chantier.</p>

14 LOCAUX RÉFECTOIRES AFFECTÉS AUX PERSONNELS

Description	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> • Locaux mis en commun à charge du Lot 1 pour l'ensemble des intervenants et la durée totale des travaux : • Le cantonnement, à la charge de l'entreprise 1, sera dimensionné conformément à la réglementation en tenant du risque COVID-19 et en fonction des données suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Tables, chaises, - Matériel et consommable pour l'entretien, - 1 chauffe plat, - 1 réfrigérateur (obligatoire pour les chantiers d'une durée supérieure à 4 mois) • Aujourd'hui, l'OPPBTP préconise de diviser par deux la capacité d'accueil des locaux. • L'entreprise titulaire du Lot 1 mettra en adéquation la base vie avec les besoins du chantier, en fonction du planning de l'opération. • L'entreprise titulaire du Lot 1 mettra en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre : bande adhésive au sol, barriérage (avec utilisation des tables et des chaises), organisation des circulations intérieures... • Les mesures suivantes devront être respectées dans le réfectoire : <ul style="list-style-type: none"> ○ Fourniture de savon liquide ou gel hydroalcoolique en quantité suffisante pour permettre un lavage des mains plusieurs fois par jour. ○ Obligation, pour tous les salariés, de se laver les mains avant l'accès au réfectoire. • Organiser des tours d'usage des réfectoires ; le nombre maximum de personnes par tour devra correspondre à celui permettant de respecter les distances de sécurité. • Le cas échéant, il faut privilégier la pratique de la gamelle et du thermos apportés par chaque compagnon. • Après chaque tour d'utilisation, le personnel devra désinfecter par nettoyage les équipements, y compris les fours micro-ondes et les réfrigérateurs. • Augmentation de la fréquence de nettoyage du réfectoire, en effectuant 1 nettoyage par jour du site. • Les nettoyages journaliers (hormis ceux effectués par chaque salarié) des installations et la fourniture des consommables (savon, gel hydroalcooliques, serviettes) sont à la charge du Lot 1 • L'entreprise titulaire du Lot 1 reste responsable de la mise en place des installations de ses sous-traitants. 	<p>Lot 1</p> <p>Lot 1</p> <p>Tous</p> <p>Lot 1</p>	<p>Tous les lots</p>	<p>En cas de non réalisation du nettoyage, il sera fait appel à une entreprise spécialisée aux frais de l'entreprise défaillante</p> <p>Améliorer les conditions de vie des salariés du chantier.</p>

15 BUREAUX ET SALLE DE RÉUNION DE CHANTIER

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> La fourniture et l'entretien du bureau de réunion de chantier à la charge du Lot 1 L'équipement comprendra : <ul style="list-style-type: none"> - Tables, - Chaises, - Eclairage électrique, - Chauffage. L'entreprise titulaire du Lot 1 mettra en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre : bande adhésive au sol, barriérage (avec utilisation des tables et des chaises), organisation des circulations intérieures... Les réunions de chantier « classiques » sont interdites. Le nombre de participants en simultanée est limité à 5 maximum. Privilégier les vidéoconférences ou les réunions en extérieur en respectant une distance d'un mètre entre chaque participant 	<p>Lot 1</p> <p>Lot 1</p>	<p>Autre utilisation que réunion chantier interdite</p>	<p>En cas de non-réalisation du nettoyage, les manquements seront portés au registre journal de la coordination et dans le cas De non-intervention, il sera fait appel à une entreprise spécialisée aux frais de l'entreprise défallante.</p> <p>Le bureau ne pourra être utilisé pour aucune autre destination.</p>

16 NETTOYAGE DES INSTALLATIONS DE CHANTIER (VESTIAIRES, SANITAIRES, REfectOIRES)

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Vérifier plusieurs fois par jour que les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et ou de gel hydroalcoolique sont approvisionnés. Fourniture et intallation par le Lot 1 de flacons de gel hydroalcoolique, si disponibles, dans les lieux fréquentés et à proximité des surfaces de contact (tables, comptoir...). Fourniture et mise à disposition par le Lot 1 de lingettes désinfectantes dans les toilettes. Assurer la désinfection régulière des surfaces de contact : poignées de portes, machines à café, réfrigérateurs et poignées de fours en particulier. Aérer les locaux deux fois par jour. Les travaux de nettoyage comprennent sols, meubles, postes de travail dont poste de garde, portes, rampes d'escalier, fenêtres et tout autre équipement où l'on peut poser les mains, toilettes (y compris toilettes mobiles), vestiaires. Le personnel en charge du nettoyage doit être compétent et dûment équipé (gants de ménage et bottes). L'entreprise titulaire du Lot 1 est chargée de l'affichage dans tous les locaux des consignes de sécurité liés au COVID-19 	<p>Lot 1</p>		<p>En cas de non-réalisation du nettoyage, les manquements seront portés au registre journal de la coordination et dans le cas De non-intervention, il sera fait appel à une entreprise spécialisée aux frais de l'entreprise défallante.</p>

17 PLANNING TRAVAUX

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et Observations
<ul style="list-style-type: none"> Avant le début des travaux, il sera fourni un planning d'intervention par la Maîtrise d'œuvre. Le planning devra tenir compte des impératifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Limiter le nombre de personnes au strict nécessaire dans toute zone donnée pour limiter, les risques de rencontre et contact. - Limiter la coactivité. - S'adapter aux dispositifs de protection individuelle des salariés que chaque entreprise sera en mesure de fournir à ses compagnons. 	Maître d'œuvre	Tous les lots	

18 REUNION PREPARATOIRE

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et Observations
Chaque entreprise participera à une inspection commune avec le Coordonnateur SPS pour mettre au point le phasage des travaux et fixer les règles pour la mise en commun et l'utilisation des matériels de manutention, d'échafaudage, et des protections collectives.	Tous les lots		Les titulaires des lots sont responsables du comportement de leurs sous-traitants.

19 EQUIPEMENTS DE PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Les personnels, même intérimaires, doivent être équipés au minimum de : <ul style="list-style-type: none"> - Casque, - Chaussures de sécurité, - Gants de protections adaptés aux travaux et portés en permanence en cas de prêt de matériel, - Lunettes pour tronçonnage, - Casque antibruit, si nécessaire, - Masque de protection des voies respiratoires conforme aux prescriptions du guide OPPBTP. 	Tous les lots		

20 ELECTRICITE DE CHANTIER

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Le branchement électrique de chantier avec comptage est à charge du lot 1 Réseau provisoire de distribution intérieure dans les bâtiments depuis le tableau de chantier sera réalisé par le lot 4 et comprendra : <ul style="list-style-type: none"> a) Eclairage de chantier des zones sombres, b) Tableau de répartition (tableau avec 6 prises) (installation protégée par un disjoncteur 30mA), seront installés par une entreprise habilitée, de façon à ne pas avoir plus de 25 mètres de rallonge électrique. L'entreprise devra demander l'accord du responsable du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre avant de positionner le tableau. L'entreprise aura à sa charge la dépose du tableau à la fin des travaux. Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. 	Lot 1		

21 INSTALLATION DE CHANTIER

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS désigneront une zone autorisée pour les installations de chantier et les stationnements. L'entreprise du lot 1 établira un plan d'installation de chantier qui devra être mis à jour au cours de l'évolution du chantier. Elle pourra se baser sur le schéma de principe d'installation de chantier fourni par le Maître d'œuvre. Dès sa réalisation et avant toute intervention, ce plan devra être transmis au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, pour approbation. Ce plan comprendra avec indication des surfaces occupées : <ul style="list-style-type: none"> - L'emplacement des installations communes et des vestiaires. - L'emplacement des installations de la direction de chantier. - L'emplacement des aires de stockage. - L'emplacement des matériels de chantier. - L'emplacement du parking des entreprises. - La signalisation routière extérieure et intérieure au chantier. - L'emplacement des bennes à gravats. - Tracé des alimentations provisoires : électricité, eau, etc... - Le tracé des voies d'accès véhicule de chantier et voies d'accès secours. 	Lot 1	Tous les lots pour information et respect	Éviter les stockages et l'exploitation anarchique du site.

22 STOCKAGE DES MATÉRIAUX ET INSTALLATION DE MAGASINS

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Les entreprises installeront leurs magasins et aires de stockage selon le principe prévu sur le plan d'installation de chantier. L'entreprise devra tenir compte des consignes données par le Coordonnateur SPS lors de l'inspection commune. Chaque entreprise utilisant des produits étiquetés joindra la fiche sécurité du produit à son P.P.S.P.S. et suivre les instructions du fournisseur tant pour le stockage que pour la mise en œuvre du projet La règle du permis de feu pourra être mise en vigueur. Les entreprises préciseront dans leur P.P.S.P.S l'utilisation ou non de magasins mobiles. 	Tous les lots	Tous les lots	Image du chantier.
	Tous les lots		Il est interdit de stocker des matériels et matériaux en dehors d'une zone entièrement clôturée.

23 STOCKAGE ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise doit la gestion de ses déchets et gravois. Chaque entreprise doit déposer les gravois qu'elle produit dans les bennes afin de ne pas encombrer les zones de travail. Chaque entreprise est responsable du maintien de la propreté du chantier. Il appartient à chaque entreprise d'effectuer les nettoyages la concernant, la sortie et la mise en dépôt de ses gravois. Les entreprises utilisant des produits étiquetés portant les mentions « produits dangereux, inflammables etc... préciseront dans leur P.P.S.P.S la solution retenue pour l'élimination des déchets et emballages (lieu de décharge.) Ces déchets ne pourront être déposés dans les bennes. Les gravats de démolition seront évacués au fur et à mesure de l'avancement des démolitions. Les terres éventuellement en excédent provenant des fouilles seront évacuées au fur à mesure du terrassement afin de ne pas souiller les plateformes pendant les travaux et en raison du manque de surface disponible. Les déchets et gravats devront être évacués et éliminés conformément à la réglementation en vigueur. Les entreprises transmettront l'ensemble des bordereaux de suivi au Maître d'Ouvrage. Interdiction de brûler les déchets sur le site. Mesures COVID-19 : <ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition de points de collecte à tous les niveaux du bâtiment et des installations de chantier (bacs avec couvercles et sacs). - Ramassage régulier des bacs et évacuations régulières des déchets. - S'assurer que les centres de tri sont ouverts pour permettre une évacuation des bennes à déchets. 	Toutes les entreprises	Tous les lots	Tout défaut de nettoyage rencontré dans une zone de travail, sera imputé à l'entreprise défaillante.
	Tous les lots		Les titulaires des lots sont responsables du comportement des actions de leurs sous-traitants.
	Lot 1		

24 MANUTENTION ET DÉCHARGEMENT

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Les entreprises devront indiquer avec précision la méthode et les moyens prévus pour réaliser leurs manutentions. Pour la manutention d'éléments préfabriqués (longrines, charpente métallique, équipements techniques). Il faudra prévoir au stade de l'exécution des plans les points d'ancrage pour l'élagage des éléments. La manutention s'effectuera avec les protections individuelles : <ul style="list-style-type: none"> - Gants de protection, vêtements de travail, casque, chaussures de sécurité. Un passage sur la voie de circulation devra être laissé pendant les opérations de déchargement. <u>L'utilisation du matériel de levage et manutention par d'autres corps d'état sera acceptée par l'entreprise à qui appartient le matériel sous réserve que ce dernier soit conforme aux normes de sécurité.</u> Le matériel doit toujours être conduit par le personnel qualifié de l'entreprise auquel il appartient. L'arrimage doit être exécuté par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel, sous réserve que le corps d'état utilisateur ait fourni le matériel de manutention conforme et adapté. Le guidage est effectué par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel. Des dispositions devront être prises par les entreprises pour éviter le survol des circulations par des charges manutentionnées par les gens de chantier. Ces dispositions devront être précisées dans les PPSPS de chaque entreprise concernée. Dans le bâtiment ne disposant pas d'ascenseur, un système de monte-charge pourra être mis en place. Ce dispositif pourra être mis en place après accord de toutes les parties. Il sera pris en charge par le compte prorata. 	Tous les lots	Tous les lots	<p>Adapter le travail à l'homme</p> <p>Éviter l'improvisation</p> <p>Limiter le recours aux manutentions manuelles</p> <p>Approvisionnements en sécurité, les installations improvisées ne seront pas acceptées.</p>

25 ENGINS DE CHANTIER, APPAREILS DE LEVAGE ET OUTILLAGES DIVERS

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
Les outils, machines, engins de chantier, appareil de levage et équipements de travail utilisés sur le chantier par les entreprises doivent être conformes à la réglementation du travail en vigueur et doivent avoir fait l'objet de la maintenance, des vérifications et examens périodiques réglementaires.	Tous les lots	Tous les lots	Adapter le travail à l'homme

26 TRAVAUX SUPERPOSES

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Toutes les interventions simultanées et superposées sont interdites. Les phases de présomption de difficultés dans le domaine feront l'objet d'une inspection commune interentreprises avec le coordonnateur. Certaines phases peuvent être éventuellement décalées en accord avec le maître d'œuvre. 	Toutes les entreprises	Tous les lots.	<p>Éviter les risques de coactivité.</p> <p>Permettre à chaque entreprise de travailler sans être exposée aux risques d'une entreprise tiers.</p>

27 DESAMIANPAGE

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<p><u>TRAVAUX DE DÉSAMIANTAGE :</u> Procédures à mettre en œuvre :</p> <p>Les entreprises doivent prendre connaissance des « diagnostics amiante avant travaux » transmis par le Maître d'Ouvrage et joint au D.C.E. Elles devront informer leurs sous-traitants de la présence d'amiante et leurs communiquer les diagnostics</p> <p>A- <u>Obligation de formation :</u> Conformément au décret 2012-639 du 4 mai 2012, définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante, les personnels opérateurs, les personnels d'encadrement de chantier et d'encadrement technique intervenants sur le chantier, doivent être formés conformément aux articles R4141-13, R4412-87 et R4412-98 du Code du Travail. Cette formation est obligatoire pour tous les intervenants dès lors qu'il peut y avoir des travaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.</p> <p>B- <u>Travaux à réaliser sur des éléments contenant de l'amiante (Sous-section 4):</u> Seul les personnels formés amiantes suivant sous-section4 pourront être affectés à ce type de travaux lors de la réalisation de l'opération Mode opératoire à rédiger par l'entreprise en concertation avec le Coordonnateur SPS (fourniture de protections individuelles et procédure d'éloignement de toutes les personnes non concernées par les travaux.) Le mode opératoire doit être adressé par l'entreprise un mois avant le début des travaux sur les matériaux amiantés à l'Inspection du travail, la CARSAT, l'OPPBTP, les médecins du travail de l'entreprise.</p> <p>C- <u>Travaux de retrait (Sous-section 3) :</u> Seules les entreprises certifiées dont les personnels sont formés amiante suivant sous-section 3 peuvent intervenir l'opération. Rédaction d'un plan de retrait par l'entreprise en concertation avec le Coordonnateur SPS. Ce plan de retrait doit être adressé par l'entreprise un mois avant le début des travaux de retrait à l'Inspection du travail, la CARSAT, l'OPPBTP, les médecins du travail de l'entreprise. Ces travaux de retrait de matériaux contenant de l'amiante doivent être réalisés avant le début de tous autres travaux. L'entreprise aura à sa charge la mise en œuvre de confinements étanche afin de séparer la zone des travaux des zones en exploitation. Un test de fumée sera réalisé par l'entreprise avant le démarrage des travaux Il y a donc lieu de faire un point précis et préciser dans le P.P.S.P.S les modes opératoires.</p>	<p>Tous les lots</p> <p>Entreprise Habilitée</p>		

DESAMANTAGE SUITE

<p>D- Travaux d'encapsulage (Sous-section 3)</p> <p>Seules les entreprises certifiées dont les personnels sont formés amiante suivant sous-section 3 peuvent intervenir l'opération.</p> <p>Les travaux ne pourront être confiés qu'à une entreprise agréementée pour ces travaux. Rédaction d'un plan d'encapsulage en concertation avec le coordonnateur SPS.</p> <p>Ce plan d'encapsulage doit être adressé par l'entreprise avant le début des travaux d'encapsulage à l'Inspection du Travail, la CARSAT et l'OPPBTB, les Médecins de Travail de l'entreprise.</p>	Entreprises Certifiés		
<p>E- Mesures d'empoussièrement et contrôle visuel :</p> <p>Sous-section 4</p> <p>L'entreprise définira la fréquence et les modalités de contrôles de mesures d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition dans son mode opératoire</p> <p>Sous-section 3 :</p> <p>L'entreprise établira un point zéro avant tout commencement des travaux.</p> <p>Des mesures environnementales seront réalisées suivant la stratégie élaboré par le laboratoire agréé et mandatée par l'entreprise. Les prélèvements devront être réalisés dans des zones permettant une bonne gestion des risques exportés.</p> <p>Des mesures libératoires devront être réalisées préalablement à la dépose du confinement.</p> <p>Le maître d'ouvrage fera réaliser un contrôle visuel de la zone des travaux.</p> <p>Avant mise à disposition des locaux, le maître d'ouvrage fera procéder à une mesure de restitution.</p> <p>F- Stockage matériaux amiantés :</p> <p>Les déchets amiantés seront stockés dans une zone clôturée par panneaux types Héras plein de 2ml.</p> <p>Les clôtures devront être liées entre elles et les portails fermés par un cadenas.</p> <p>Les affichages règlement devront être installés sur cette clôture.</p> <p>L'entreprise veillera à évacuer régulièrement les déchets et transmettra les BSDA au maître d'ouvrage.</p> <p>G- Travaux en toiture</p> <p>Les travaux en toiture devront être sécurisés par mise en place de protections collectives permettant d'empêcher toute chute en périphérie et au travers de la toiture et devront respecter les indications des § B et C du présent</p>	Entreprise Habilitée		

28 TRAVAUX DE SUPPRESSION DE PLOMB

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<p>TRAVAUX DE SUPPRESSION DE PLOMB : Procédures à mettre en œuvre : les entreprises doivent prendre connaissance des rapports transmis par le Maître d'Ouvrage et joint au D.C.E et informer ses sous-traitants de la présence de plomb.</p> <p>A- Travaux à réaliser sur des éléments contenant du plomb. Procédure de travail à rédiger par l'entreprise en concertation avec le Coordonnateur SPS (fourniture de protections individuelles et procédure d'éloignement de toutes les personnes non concernées par les travaux.)</p> <p>B- Travaux de retrait. Rédaction d'un plan de retrait par l'entreprise, en concertation avec le Coordonnateur SPS. Ces travaux de retrait de matériaux contenant du plomb doivent être réalisés avant le début de tous autres travaux. La zone de travaux doit être rendu inaccessible au public. La zone de travaux à risques doit être délimitée et signalée.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Maître d'Ouvrage devra faire réaliser un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol avant les travaux. L'entreprise devra détailler son mode opératoire dans le PPSPS en fonction de la technique employée. Un local inaccessible devra être aménagé pour stocker les déchets. Les déchets devront être ramassés au moins une fois par jour. Les équipements suivants devant être mis à disposition des salariés. <ul style="list-style-type: none"> - Un point d'eau équipé de savon et de brosses à ongles, - Une douche équipée, - Un local vestiaire, - Des toilettes, - Un local réfectoire. Des pauses devront être organisées en fonction des conditions de travail des opérateurs et des équipements de protection respiratoire choisis. Après la fin des travaux, une mesure d'empoussièrement surfacique du sol devra être faite par le Maître d'Ouvrage. L'entreprise fournira les garanties d'efficacité et de technicité requises pour ce type d'intervention. Le personnel affecté à cette tâche devra être suivi par le médecin du travail : il y a d'abord un examen préalable. Puis, il doit y avoir un suivi régulier pendant la durée du chantier. Le personnel affecté à cette tâche devra avoir suivi une formation spéciale sur l'intervention en milieu toxique plomb comportant une information complète sur les risques liés au plomb, la législation en vigueur et la prévention du saturnisme. 	Maîtrise d'ouvrage		

(suite TRAVAUX DE SUPPRESSION DE PLOMB)

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Les entreprises apporteront la preuve de cette information, y compris les éventuels intérimaires. Le personnel affecté à cette tâche devra être suivi par le médecin du travail, il y a d'abord un examen préalable puis, il doit y avoir un suivi régulier pendant la durée du chantier. 			

29 PROTECTIONS COLLECTIVES

Description	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et Observations
<ul style="list-style-type: none"> • L'entreprise 1 est chargée de la mise en place, de l'entretien et de la maintenance des protections collectives à l'intérieur des ouvrages et à leurs abords pendant toute la durée du chantier. • Les protections collectives seront choisies de manière à intégrer la sécurité pour la totalité des travaux jusqu'à mise en place des protections définitives. • Elles sont toujours mises en place préalablement à l'apparition du risque. • Si pour une tâche déterminée ou pour des raisons techniques, une entreprise est amenée à déposer un élément de protection, elle doit assurer immédiatement la continuité de la sécurité par un autre moyen compensatoire efficace défini dans son P.P.S.P.S. Le chef d'entreprise restant responsable de la sécurité de ses salariés. Après l'intervention ou la fin de ce travail particulier, des dispositifs de protections collectives initiales ou assurant un niveau de sécurité équivalent sont rétablies. • Toutes les mesures sont prises par toutes les entreprises pour éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire de dispositifs de protection collective pour éviter les chutes. • Lors de travaux en toitures, le lot 1 devra la mise en place d'une protection collective permettant d'empêcher efficacement toute chute au travers des lanterneaux et trémies de lanterneaux. Ce dispositif ne devra pas empêcher le désenfumage des locaux. 	Lot 1	Tous les lots	
	Toutes les entreprises	Tous les lots	
	Toutes les entreprises		

30 PROTECTION INCENDIE

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble des postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture à son personnel de moyens de protection adaptés aux risques créés (protections des salariés et extincteurs à proximité des zones de travail). Ces zones de travail à risques devront être signalées et interdites aux autres intervenants. La règle du permis feu pourra être imposée pour toute intervention par point chaud. Ce permis feu prévoira une interruption d'intervention par point chaud ½ heure avant le départ des salariés, et une visite par la personne de l'entreprise responsable de la sécurité qui devra s'assurer de l'absence de fumée ou odeur une ½ heure après l'arrêt des interventions par point chaud. 	Tous les lots		Éliminer le risque d'incendie pendant et après les heures travaillées.

31 TRAVAUX EN HAUTEUR

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et Observations
<ul style="list-style-type: none"> Généralités Un échafaudage sera mis à disposition des intervenants. Préalablement au montage, une réunion de concertation devra avoir lieu avec tous les utilisateurs et le Coordonnateur SPS afin de déterminer les besoins de chacun. Il devra permettre la mise en sécurité des travaux de couverture, de zingueries, des travaux sur façades et menuiseries extérieures. L'échafauteur est tenu de respecter les dispositions contenus dans le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, relatif aux mesures d'organisation et de mise en œuvre auxquelles est subordonnée l'utilisation des échafaudages. L'utilisation de protections individuelles sera tolérée pour la mise en place de protections collectives. Pour les autres interventions, les protections collectives sont obligatoires. L'utilisation des échelles et escabeaux comme poste de travail n'est pas autorisé. Définition type échafaudage et accès L'échafaudage sera de type MDS (Montage démontage en sécurité). La classification de l'échafaudage sera conforme aux travaux à réaliser. Des escaliers extérieurs seront installés afin de faciliter les circulations des salariés Le lot Echafaudage mettra en place un échafaudage conforme lequel sera réceptionné par une personne habilitée. Il servira à l'ensemble des intervenants et restera en place toute la durée du chantier. L'entreprise sera chargée de fournir les autorisations d'occupation du domaine public pour son échafaudage et en assurera la signalisation. Un PV de réception contradictoire sera établi entre le constructeur et les utilisateurs avant mise en service de ce dernier. L'échafauteur devra établir une note de calcul pour l'échafaudage dépassant 31 mètres de hauteur. L'échafaudage devra être équipé d'un filet pare gravats en cas de travaux générant des projections. des risques de chute de hauteur. Évaluer la nécessité de mise en place de périmètre de sécurité lors des manutentions et de la pose. 	<p>Toutes les entreprises</p> <p>Tous les lots</p>	<p>Tous les lots</p>	<p>Eviter les improvisations.</p>

TRAVAUX EN HAUTEUR SUITE

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et Observations
<p>- <u>Approvisionnement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> La conception de l'échafaudage devra permettre la mise en œuvre de desserte à matériaux à chaque niveau d'échafaudage <p>Un treuil manuel sera intégré à l'échafaudage pour les hauteurs de travaux inférieur à 10m</p> <ul style="list-style-type: none"> Ce treuil sera mécanique dès que la hauteur de travail sera supérieure à 10m. Ce treuil fera l'objet d'un examen d'adéquation et d'un contrôle réglementaire de mise en service et périodique. <p>- <u>Contrôle</u></p> <p>L'entreprise titulaire du lot effectuera les contrôles règlementaires à la bonne utilisation de l'échafaudage</p> <p>-<u>Travaux en hauteur</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Les entrepreneurs devront mettre à disposition de leur personnel des échafaudages réglementaires équipés de tous leurs éléments de sécurité, y compris pour les travaux à petite hauteur. Utilisation de moyens d'élévation du personnel normalisés (plateformes, échafaudages roulants, volants, etc...) Préciser son PPSPS, le type d'accès aux postes de travail, les moyens d'élévation du personnel, les moyens de prévention des risques de chute de hauteur. Évaluer la nécessité de mise en place de périmètre de sécurité lors des manutentions et de la pose. L'utilisation de nacelles élévatrices du personnel devra s'effectuer en binôme un des deux personnels étant en permanence au sol pour guider les manœuvres. Le salarié affecté à la manœuvre de la plateforme de travail devra être munis d'une autorisation de travail et de son CACES Pour une utilisation en sécurité des PEMP, il est nécessaire de respecter les conditions d'utilisation définies dans la notice d'instruction de l'appareil <p>- <u>Prêt de matériel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Le prêt de matériel est soumis à l'accord préalable du coordonnateur. Les entreprises devront réaliser un PV de réception et une convention de mise à disposition de matériel. La co-activité superposée simultanée sera interdite. 	<p>Toutes les entreprises</p> <p>Tous les lots</p>	<p>Tous les lots</p>	<p>Eviter les improvisations.</p>

32 CO ACTIVITE AVEC LES USAGERS ET ENTRE LES ENTREPRISES

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Les travaux seront réalisés dans un bâtiment partiellement occupé. Le lot 1 devra la mise en place de confinements permettant la séparation du flux chantier de celui des usagers. Les zones concernées par les travaux de démolition et de gros-œuvre ainsi que les circulations devront être confinées par le lot 1, de telle sorte à ne pas permettre la propagation de poussières dans les conduites en attente et dans les locaux restant en activité. Ces confinements seront réalisés par une peau intérieure en matériaux solides afin de leurs donner une résistance mécanique, et par une peau extérieure en matériaux étanches afin de préserver le reste de l'étage des poussières. Les entreprises devront préciser par écrit à leur personnel les consignes pour limiter la gêne des usagers. Les zones à risques devront être rendues inaccessibles par la mise en place permanente de barrières, portes de chantier ou de balisages. Toute entreprise dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections collectives mises en place par l'entreprise l'ayant précédé sur le chantier doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses propres travaux et garantissant une protection collective efficace et en assurer la maintenance jusqu'à la fin des travaux. Si pour une tâche déterminée ou pour des raisons techniques une entreprise est amenée à déposer un élément de protection, elle doit assurer immédiatement la continuité de la sécurité par un autre moyen. Elle rétablira les protections initiales dans les plus brefs délais. 	Lot 1	Toutes les entreprises	Éviter les risques de coactivité.
	Lot 1		
	Tous les lots	Toutes les entreprises	
	Tous les lots	Toutes les entreprises	
	Toutes les entreprises		

33 SANCTIONS POUR NON-RESPECT DES RÈGLES DE SÉCURITÉ

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et Observations
<ul style="list-style-type: none"> Les employés des entreprises qui ne respecteraient pas les prescriptions du présent P.G.C.S.P.S, du P.P.S.P.S ou qui ne tiendraient pas compte des Objectifs et Observations du Coordonnateur SPS, pourraient se voir exclus du chantier sur décision du Maître d'ouvrage. L'entreprise ne pourrait demander aucune indemnité. Toutes les conséquences sur les délais seraient à la charge de l'entreprise dont le personnel n'avait pas respecté les consignes de sécurité. 	Tous les lots	Tous les lots	

34 REUNION PREPARATOIRE

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et Observations
Chaque entreprise participera à une inspection commune avec le Coordonnateur SPS pour mettre au point le phasage des travaux et fixer les règles pour la mise en commun et l'utilisation des matériels de manutention, d'échafaudage, et des protections collectives.	Tous les lots		Les titulaires des lots sont responsables du comportement de leurs sous-traitants.

35 P.P.S.P.S.

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> • Chaque entreprise (y compris les travailleurs indépendants et les sous-traitants) devra participer à une inspection commune avec le coordonnateur avant la remise de leur P.P.S.P.S. • Le P.P.S.P.S. doit être rédigé par le personnel d'encadrement de chantier et il est spécifique à chaque chantier. • L'intervention sur le chantier est autorisée que dans le délai de 10 jours après transmission du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS. • En l'absence de PPSPS les entreprises ne sont pas autorisées à intervenir sur le chantier. • Dans le P.P.S.P.S, les entreprises présenteront l'analyse des risques de leur activité et présenteront leur(s) mode(s) opératoire(s) sous forme de schéma(s) ainsi que les instructions nécessaires à leurs personnels. • Nous rappelons aux entreprises que le P.P.S.P.S doit être présent sur le chantier et qu'il doit être communiqué au personnel de chantier. • Avant intervention sur le chantier et après que le P.P.S.P.S ait été accepté par le coordonnateur l'entreprise organisera une réunion avec le personnel qui interviendra sur le chantier pour lire et commenter le P.P.S.P.S et le faire signer (le Coordonnateur SPS sera informé de cette réunion et pourra y participer.) 	Toutes les entreprises		Respects des obligations réglementaires du chef d'entreprise en santé sécurité et conditions de travail.

36 SOUS-TRAITANTS - LOCATIERES

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<p>Les entreprises titulaires doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Transmettre au Coordonnateur SPS les coordonnées des sous-traitants au minimum 10 jours avant le début de l'intervention du sous-traitant. Cette information concernera les coordonnées du sous-traitant, la description des travaux qui seront confiés au sous-traitant ainsi que les délais que ce dernier a pour réaliser sa prestation. • Transmettre le P.G.C.S.P.S à leurs sous-traitants. • Le titulaire d'un lot transmet aux sous-traitants, le cas échéant, le document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenu pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs. • Le titulaire d'un lot transmet son PPSPS à ses sous-traitants lors de l'établissement de sa commande. • Informer leurs sous-traitants qu'ils devront : <ul style="list-style-type: none"> - Participer à une inspection commune avec le Coordonnateur SPS. - Rédiger un P.P.S.P.S. après avoir participer à une inspection commune. <p>Chaque entrepreneur indiquera également dans son PPSPS, les coordonnées des « locatiers » et transporteurs appelés à intervenir sur le chantier. Ces conducteurs devront recevoir une formation aux risques et bénéficier d'un accueil sur le chantier. Ces mesures d'accès au chantier des fournisseurs (accueil, consignes, plans) et d'accueil des locatiers seront clairement indiqués dans le PPSPS de l'entreprise utilisatrice.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Voir feuille PPSPS concernant les locatiers. 	Tous les lots		<p>Faire appliquer les mêmes règles à l'ensemble des intervenants.</p> <p>Les entreprises titulaires des lots sont directement responsables du comportement de leurs sous-traitants et devront se substituer à ces sous-traitants dans les cas de non respects des règles de sécurités.</p>

37 INTERIMAIRES

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> • Toutes entreprise qui emploie du personnel intérimaire doit s'assurer de l'aptitude des travailleurs à effectuer les travaux qui lui sont confiés d'une part, et veiller à la formation sécurité de ce personnel qui reste soumis à l'autorité hiérarchique de l'entreprise qui a recours à l'emploi intérimaire. • L'intérimaire devra bénéficier d'un accueil et être informé des risques liés à son poste de travail et formés aux mesures de sécurité appropriées à mettre en œuvre. Cette information/formation sera dispensée à chaque changement de poste de travail. 	Toutes les entreprises		

38 INTEMPERIES

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
Chaque entreprise veillera à ne pas exposer ses salariés aux risques découlant des conditions climatiques (neige, verglas, vent, orage).	Tous les lots		

39 BRUITS ET NUISANCES

Descriptif	Lots réalisateurs	Lots utilisateurs	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none">Le stockage de produits étiquetés sera obligatoirement limité aux quantités nécessaires à l'utilisation journalière.Les entreprises utiliseront du matériel dont le niveau sonore est conforme à la réglementation en vigueur. Notamment le décret n°95-408 du 18 avril 1995. (Émergence supérieure ou égale à 5 dB A en période diurne (de 7 h à 22 h) et de 3 dB A en période nocturne (de 22 h à 7 h)).	Tous les lots		

40 TRAME DU DHOL

(voir page suivante)

DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SÉCURITÉ (DHOL)

Nom de l'opération		Numéro
Rédacteur :		☎ ✉
Date de réalisation :	Mise à jour :	Éléments modifiés :

Partie à remplir par le CSPS				
Adresse du chantier		Coordonnées GPS		
Contraintes de livraison		Moyens de manutention mutualisés		
Autres contraintes (environnementale, administrative)		Quai de déchargement	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>

Partie à remplir par l'entreprise				
Nom de l'entreprise		Adresse de l'entreprise		
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire	☎ ✉	
Plages horaires de livraisons :				
Présence d'un chef de manœuvre : oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>				
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion		<input type="checkbox"/> d (m) <input type="checkbox"/> h (m)	Charge utile de la recette à matériaux	
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre à l'opération <input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	Type	
Autres renseignements utiles :				

Projet de PIC établi par CSPA à compléter par entreprise :

COVID-19

CORONAVIRUS, POUR SE PROTÉGER ET PROTÉGER LES AUTRES



Se laver
très régulièrement
les mains



Tousser ou éternuer
dans son coude
ou dans un mouchoir



Utiliser un mouchoir
à usage unique
et le jeter



Saluer sans se serrer
la main, éviter
les embrassades

Vous avez des questions sur le coronavirus ?



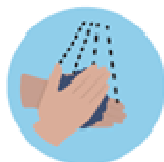
[GOUVERNEMENT.FR/INFO-CORONAVIRUS](https://gouvernement.fr/info-coronavirus)



0 800 130 000

(appel gratuit)

CORONAVIRUS, LES BONS GESTES POUR S'EN PROTÉGER SUR LE CHANTIER ET DANS L'ATELIER



Lavez-vous les mains avec du savon régulièrement dans les bases vie et installations prévues à cet effet. Prévoyez des lingettes ou produits hydroalcooliques dans les véhicules utilitaires.



Préférez un grand sourire à la poignée de main pour éviter le contact physique.



Nettoyez régulièrement les surfaces et lieux collectifs (tables, poignées...) ainsi que les équipements individuels (téléphone, lunettes, bouchons d'oreilles...).



Toussez ou éternuez dans votre coude. Utilisez un mouchoir à usage unique et jetez-le dans une poubelle.



VOUS AVEZ UN DOUTE, UNE QUESTION ?

Contactez la **plateforme téléphonique d'information** au ☎ 0800 130 000 (appel gratuit).